ASSEMBLÉE NATIONALE
Nº 1764-300504

MOTION

Monsieur le président,

Je fais motion pour que monsieur Michel Bonsaint soit nommé, pour un mandat de sept ans, secrétaire général adjoint de l'Assemblée nationale à compter de ce jour et que lui soient attribués le rang et les privilèges d'un sous-ministre adjoint, administrateur d'État II, et ce, conformément aux dispositions des articles 26 et 121 de la Loi sur l'Assemblée nationale. Il demeure en fonction à ce titre tant qu'il n'est pas renouvelé ou remplacé.

Monsieur Jean Charest
Premier ministre

Le 20 avril 2005

ASSEMBLÉE NATIONALE
Nº 17C4-3005040

Coordonnées

Assemblée nationale
Direction générale des affaires parlementaires
Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires
Bureau 2.55
Québec (Québec)
G1A 1A3
Téléphone: (418) 528-0020
Télécopieur: (418) 643-5062
mbonsaint@assnat.qc.ca

Formation universitaire

- **Diplôme en administration publique, janvier 1999 à ce jour**
  École nationale d'administration publique (3 cours complétés)

- **Maîtrise en droit public, 1995**
  Université Laval, Faculté de droit

  Essai : L'impact de l'arrêt N.B. Broadcasting Co. c. N.-É. sur l'exercice des privilèges parlementaires au Canada

- **Baccalauréat en droit, 1988**
  Université Laval, Faculté de droit

Formation professionnelle

- **Programme de formation à la gestion gouvernementale, 1998**
  École nationale d'administration publique

  Module 1 : La connaissance de soi et le rôle du gestionnaire
  Module 2 : La gestion des personnes et des équipes
  Module 3 : Le gestionnaire et l'organisation

- **Diplôme de formation professionnelle (avocat), 1989**
  École du Barreau du Québec

Expériences professionnelles

- **Chargé de cours à la faculté de droit de l'Université Laval , 2005**

  → Élaborer et donner le premier cours portant exclusivement sur le droit et la procédure parlementaires dans une université québécoise.

- **Directeur général des affaires parlementaires, 2003 à ce jour**

  → Planifier, orienter, coordonner et contrôler les activités des unités administratives sous son autorité.
  → Collaborer à la définition des orientations et des objectifs de l'Assemblée et participer, à la demande du secrétaire général, à divers comités de travail.
  → Assister le secrétaire général dans son rôle de conseiller concernant les travaux de l'Assemblée et des commissions parlementaires.
  → Coordonner la réalisation de diverses études et recherches nécessaires aux parlementaires dans l'exercice de leur mandat.
  → Assurer, par diverses publications, la contribution de l'Assemblée nationale à des associations ou revues parlementaires.

- **Directeur de la recherche en procédure parlementaire, 1998 à ce jour (directeur par intérim depuis septembre 2003)**

  → Diriger les activités de recherche en matière de droit et de procédure parlementaires.
  → Conseiller et assister le président de l'Assemblée et les présidents de commission en matière de droit et de procédure parlementaires.
  → Assurer la constitution et le maintien à jour d'un centre de documentation et d'une Banque de données informatique en matière de droit et de procédure parlementaires.
  → Assurer un support immédiat au président de l'Assemblée lors des séances de l'Assemblée.
  → Entretenir des contacts réguliers et quotidiens avec la présidence de l'Assemblée, le secrétaire général et avec l'ensemble des gestionnaires des directions oeuvrant dans le domaine des affaires parlementaires.

- **Directeur du secrétariat des commissions par intérim, septembre 2003 à juin 2004**

  → Assurer l'organisation et le fonctionnement des commissions parlementaires en fournissant les services professionnels et administratifs nécessaires à leurs activités.

- **Secrétaire à l'Assemblée nationale, 1994 à ce jour**

  → Assister le secrétaire général lors des séances de l'Assemblée nationale.
  → Conseiller la présidence de l'Assemblée nationale en matière de procédure parlementaire.
  → Rédiger l'ébauche du procès-verbal de l'Assemblée nationale.
  → Agir à titre de secrétaire de la commission plénière de l'Assemblée nationale.
  → Procéder au vote par appel nominal des députés.

- **Membre du Comité de direction de l'Assemblée nationale, 1999 à ce jour**

  → Contribuer à la définition des orientations et des objectifs de l'Assemblée nationale en regard de sa mission.
  → Discuter de questions administratives inhérentes au bon fonctionnement de l'Assemblée nationale et formuler des recommandations aux instances décisionnelles.
  → Constituer un forum privilégié de discussions et d'échanges sur divers enjeux et dossiers administratifs à incidence sur les mandats de diverses unités administratives.
  → Assurer un lien de communication privilégié avec l'ensemble des cadres de l'Assemblée nationale.

- **Conseiller en droit et en procédure parlementaires à l'Assemblée nationale, direction de la recherche en procédure parlementaire, 1992 à 1998**

  → Conseiller la présidence et le secrétaire général de l'Assemblée nationale, la présidence et les secrétaires des commissions parlementaires quant à l'interprétation et l'application des lois et règlements régissant les travaux parlementaires.
  → Rédiger des projets de décisions à l'attention de la présidence de l'Assemblée nationale et des commissions parlementaires.
  → Effectuer des recherches en droit constitutionnel et parlementaire.
  → Formation des principaux intervenants dans les travaux parlementaires.
  → Réforme du *Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire.*
  → Coordination de la banque de données en procédure parlementaire *Samuel-Phillips.*
  → Établir et maintenir des contacts avec les greffiers et conseillers parlementaires des différentes assemblées législatives canadiennes.

- **Conseiller juridique à l'Assemblée nationale, direction de la législation, 1989 à 1992**

  → Rédiger des opinions juridiques en droit constitutionnel, en droit parlementaire et en droit civil à l'attention de la présidence, du secrétaire général et des directeurs des services administratifs de l'Assemblée nationale.

  → Préparer, en collaboration avec une société d'avocats, le mémoire du président de l'Assemblée nationale, M. Jean-Pierre Saintonge, dans le cadre de son intervention à la Cour suprême du Canada dans l'affaire *N.B. broadcasting co. c. N.-É.* La principale question constitutionnelle formulée par la Cour suprême consistait à savoir si la *Charte canadienne des droits et libertés* s'applique aux assemblées législatives et, dans l'affirmative, si elle doit prévaloir sur l'exercice des privilèges parlementaires. C'est d'ailleurs l'arrêt de la Cour suprême dans cette affaire qui fut la base d'un essai de maîtrise en droit public que j'ai soumis à la faculté des études supérieures de l'Université Laval, à l'automne 1995.

Affiliations professionnelles

- **Association des secrétaires généraux des parlements francophones, 2004 à ce jour**
- **Association des cadres du gouvernement du Québec, 1998 à ce jour**
- **Association des greffiers parlementaires du Canada, 1996 à ce jour**
- **Association des conseillers parlementaires au Canada, 1992 à ce jour**
- **Barreau du Québec, 1989 à ce jour**

Activités à titre de conférencier

- **La cyberdémocratie à l'Assemblée nationale du Québec, 2005**
  Conférence annuelle de l'*Association des secrétaires généraux des parlements francophones*
- **La réforme parlementaire : un exercice utile ?, 1999**
  Conférence annuelle de l'*Association des greffiers parlementaires du Canada*
- **Le pouvoir législatif et son indépendance, 1998**
  École nationale d'administration publique

- **L'exercice des privilèges parlementaires au Québec dans le contexte de l'application de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, 1997**
  Conférence annuelle de l'*Association des greffiers parlementaires du Canada*

- **Les privilèges parlementaires, 1995**
  Formation permanente de l'*Association des juristes de l'État*

- **L'indépendance de l'Assemblée nationale, 1995**
  Étudiants canadiens en droit civil et en *common law*

- **La règle du *sub judice* et les privilèges parlementaires, 1994**
  Conférence annuelle de l'*Association des conseillers parlementaires au Canada*

- **Décision du président de l'Assemblée nationale sur la régularité d'un projet de loi de député sur la limitation des dépenses budgétaires, 1992**
  Conférence annuelle de l'*Association des conseillers parlementaires au Canada*

Publications

- **La procédure parlementaire du Québec**
  Coordonnateur de la rédaction et coauteur du premier ouvrage sur la procédure parlementaire du Québec, printemps 2000 (la deuxième édition a été publiée en juin 2003)

- **Les privilèges parlementaires: Nouveau-Brunswick Broadcasting Co. c. Nouvelle-Écosse**
  Revue Parlementaire canadienne, Volume 19 n° 4, hiver 1996-1997